



INFOS LUTTES 34

N°3

martine

a rendez vous dans une MFS



Mardi 08 octobre :

L'intersyndicale CGT/Solidaires/FO Finances Publiques 34 était au CFP de PEZENAS :

- affichage en ville pour alerter sur le transfert du SIP à Sète
- distribution devant le centre et en ville de tracts au public et d'une lettre à adresser aux maires
- **250 signatures** de la pétition contre le projet Darmanin
- AG des personnels sur la pause méridienne
- Rdv avec **M. Vogel-Singer, maire de Pézenas**



SUPPRESSION DES IMPÔTS
DIRECTION SÈTE



CONTRE LE DÉMÉNAGEMENT DU SIP
DE PEZENAS A SÈTE
LES AGENTS DES FINANCES PUBLIQUES EN COLÈRE



[Ici le lien vers l'article paru dans MIDI LIBRE](#)

Jeudi 10 octobre :

Au Millénaire, l'intersyndicale a informé les usagers sur le projet de transfert des SIP et SIE à la Paillade et Lunel, ainsi que sur la fermeture prochaine du parking : distribution de tracts, signature de la pétition.



Une seconde équipe de militants était à **Agde** :

- distribution de **tracts** (flyers usagers, courrier maire/administré) et **signature de la pétition sur le marché**
- RDV avec **M. D'Ettore, maire d'Agde, président de la communauté d'agglomération Hérault Méditerranée**
- AG des personnels sur la pause méridienne

[Ici le lien vers l'article et le reportage du 12/13 et du 19/20 France 3 région Languedoc Roussillon du 10/10/19](#)

[Ici le lien vers l'article MIDI LIBRE du 09/10/19 \(visionnez la publicité si vous n'êtes pas abonné\)](#)

Lundi 14 octobre :

M. D'Ettore, maire d'Agde, président de la communauté d'agglomération Hérault Méditerranée a tenu sa parole. L'intersyndicale était invitée à une **réunion de bureau** et a pu présenter aux maires des 20 communes l'impact de cette réforme sur les collectivités et les usagers.

Mardi 15 octobre :

L'intersyndicale CGT/Solidaires/FO Finances Publiques 34 était au CFP de **MAUGUIO** :

- distribution de **tracts** et d'une lettre à adresser aux maires
- signature de la **pétition** contre le projet Darmanin
- AG des personnels sur la pause méridienne
- Rdv avec **M. Bourrel, maire de Mauguio** pour lui expliquer l'impact de la fermeture de la trésorerie au profit d'un Service de Gestion Comptable (SGC)



Jeudi 17 octobre :



L'intersyndicale CGT/Solidaires/FO Finances Publiques 34 était au CFP de **LUNEL** :

- distribution devant le centre et au **marché** de tracts au public et d'une lettre à adresser aux maires
- signature de la **pétition** contre le projet Darmanin
- AG des personnels sur la pause méridienne
- Rdv avec **M. Arnaud, maire de Lunel et président de la communauté de communes du Pays de Lunel**

Vous trouverez ci-après l'article **MIDI LIBRE** du 18/10/19

Finances publiques : les syndicats dénoncent un abandon territorial

SOCIAL

La fermeture de douze centres, dont l'accueil de celui de Lunel, inquiète les agents.

Jean-François Codomié
jfcodomie@midilibre.com

« Il n'y aura plus que des maisons de services publics. Ce sera l'auberge espagnole et nous, nous n'y serons même pas ! », lâche Olivier Vernegeol, le secrétaire départemental Finances publiques pour le syndicat Force ouvrière. Et Anne-Marie Durand, sa consœur pour la CGT, d'embrayer : « On nous a jeté un projet visant à fermer toutes les trésoreries de l'Hérault tout en regroupant la gestion des comptes des collectivités. "Ils" veulent un centre unique pour les cinq communautés de communes concernées et vont en profiter pour supprimer de l'emploi ! »

« Déshumanisation et fracture numérique »

Hier matin, sur le marché et devant le centre des impôts local, avenue des Abrivados, c'était la soupe à la grimace pour les représentants des quelque 1 400 agents des Finances pu-



Si le projet prévu par Bercy devient réalité, le particulier trouvera bientôt porte close. À Lunel aussi.

ooba

bliques du département. Cela en rapport avec le projet de leur ministère de tailler des coupes claires dans le maillage territorial au niveau national.

Avec comme conséquence « une déshumanisation » et un passage au tout numérique.

Comprendre : fini la possibilité pour le particulier de se rendre à sa trésorerie presque quand bon lui chante. Si ce projet devient réalité, les seuls contacts humains se feront via une prise de rendez-vous. « Déjà que pour rejoindre le centre de Lunel

par téléphone c'est la croix et la bannière... », concède Anne-Marie Durand. Au-delà, seul un accès via internet sera possible. De quoi alimenter « la fracture numérique », estiment Olivier Vernegeol et Sami Arioua, du syndicat Solidaire.

Sur le terrain pour alerter

CASSE Si le projet va à son terme, l'Hérault devrait perdre les trésoreries de Mauguio, Castries, Cournonterral, Agde, Capestang, Frontignan, Ganges, Gignac, Lamalou-les-Bains, Les Matelles, Lodève et Murviel-lès-Béziers, et les services des impôts dédiés aux particuliers de Montpellier-Ouest et Bédarieux. Les syndicats dénoncent, par ce plan, une baisse du nombre d'agents des Finances publiques. Lesquels représenteront, à terme, 64 % des emplois supprimés en France dans la fonction publique d'État.

Un rendez-vous avec Claude Arnaud

Alors, hier, ils ont informé, tracté, fait signer une pétition. Avant, dans l'après-midi, de rencontrer Claude Arnaud pour le sensibiliser à la question. Celle d'un service public qui, comme d'autres avant lui, se prépare à réduire drastiquement sa voilure territoriale.

Lundi 21 octobre :

Le Directeur a réuni les OS pour présenter sa seconde version de la carte du Nouveau Réseau de Proximité (NRP) 34.

L'enfumage continue... des annonces floues (quid des emplois??) qui n'ont pour but que de calmer la colère de l'ouest du département, et des CFP de Montpellier La Paillade et du Millénaire.

**Personne n'est dupe... Le combat continue !
Retrait total du plan Darmanin !!!**

Vendredi 25 octobre :

L'intersyndicale CGT/Solidaires/FO Finances Publiques 34 était à la trésorerie de **CASTRIES** :

- AG des personnels
- Rdv avec **M. Pastor, maire de Castries**

Mercredi 30 octobre :

L'intersyndicale a été reçue par **M. Rossignol, maire de La Grande Motte et président de la Communauté d'Agglomération du Pays de L'Or**. Nous lui avons exposé l'impact de cette réforme sur les collectivités et les usagers.

Les 29 octobre et 4-5 novembre :

916 agents se sont exprimés,
soit 62 % des effectifs du département.

Dans les postes comptables, plus de 80%
des agents présents ont participé à cette
votation.



Pour l'abandon du projet de géographie revisitée ou NRP : 883 voix soit 96,4%
Contre l'abandon du projet de géographie revisitée ou NRP : 23 voix soit 2,5%
Ne se prononcent pas : 10 voix soit 1,1 %

Merci à tous de vous être exprimés !!!

Jeudi 14 novembre :

23,99% de grévistes dans le 34, bravo à toutes et tous pour votre mobilisation !

14 syndiqués CGT Finances Publiques 34,
ainsi que 5 douaniers se sont rendus à
Paris pour la manif nationale.



Coïncidence de calendrier... le Directeur présentait la visioconférence à la presse à Saint Martin de Londres. Nous y étions aussi !

Ici le lien vers le replay du 19/20 France 3 région Languedoc Roussillon (reportage à 4min50) du 14/11/19

Article paru dans
le magazine de la
commune de
Frontignan :

Les élus de la Majorité

Non à la fermeture de la trésorerie de Frontignan

Le ministre de l'action et des comptes publics vient d'annoncer qu'il n'y aurait aucune fermeture de trésoreries en 2020. Cette annonce survient sous le feu des critiques, après la mobilisation des élus locaux, notamment l'association des maires de France et l'association des petites villes de France, et la condamnation de la réforme par les organisations syndicales (CGT, Sud, FO) des finances publiques. Cette déclaration doit nous inciter à la plus grande vigilance et nous a conduits à adopter une motion lors du conseil municipal du jeudi 26 septembre.

En juin dernier, le directeur départemental des finances publiques informait la Ville du projet de réorganisation territoriale de la direction générale des finances publiques/DGFIP. Cette restructuration, voulue par le Président de la République, se traduirait par la fermeture de la trésorerie de Frontignan, laquelle serait absorbée au sein d'un service comptable pour Sète, Frontignan et Agde, situé à Sète. La fusion de ces trois trésoreries s'accompagnerait de permanences de proximité dans les villes. Celles-ci se tiendraient dans les maisons des services au public/MSAP, appelées à être renommées Maison France Services. Mais tenues par qui ?

Pour rappel, lorsque la trésorerie de Frontignan a déménagé de la Maison Mathieu aux Pielles en 2014, les contribuables frontignais ont déjà perdu un service public de proximité puisque l'accueil des particuliers a été supprimé et délocalisé à Sète. Parallèlement, depuis l'ouverture de la seule MSAP de l'agglomération, en 2017, la Ville sollicite les services de l'Etat pour qu'une permanence d'informations et

d'accompagnement des contribuables de la commune y soit proposée.

N'oublions pas que la MSAP est un service municipal de lutte contre la fracture numérique destiné à accompagner les personnes dans leurs démarches, à l'heure où tous les services, publics et privés, ont fait de cet usage informatique la norme. Elle ne doit en aucun cas devenir le creuset des insuffisances de l'Etat et de l'abandon des politiques publiques nationales. Or, il est à craindre que l'Etat s'apprête, une nouvelle fois, à se décharger de ses prérogatives et à transférer la charge financière sur les collectivités locales et, qu'à l'avenir, les agents municipaux de la MSAP doivent gérer ces permanences.

La Ville s'inquiète aussi du désengagement de l'Etat auprès des collectivités. En effet, la fermeture de la trésorerie locale signifierait la perte d'un agent de l'Etat dédié au suivi de la commune. Pourtant, pour une ville de 23 000 habitants, les relations quotidiennes entre le service des finances et la DGFIP permettent un pilotage sécurisé et efficace du budget municipal. Prenant acte du moratoire sur les fermetures en 2020 et de la concertation ouverte, rappelant que le chef de l'Etat a annoncé qu'aucune fermeture ne se fera « sans l'accord des maires », la Ville de Frontignan demande :

- Que la trésorerie de Frontignan soit maintenue sur le site actuel ;
- Que des permanences tenues par un agent de la trésorerie soient proposées à la maison des services au public, et que celles-ci soient renforcées en période de déclaration fiscale ainsi qu'au moment de la réception des avis d'imposition ;
- Qu'un service aux entreprises soit maintenu sur Frontignan ;
- Qu'un agent de l'Etat soit dédié au suivi et au conseil auprès de la collectivité.

Le groupe majoritaire

Le Conseil Régional d'Occitanie a voté à la quasi unanimité un vœu contre la réorganisation des services de la DGFIP dans la région.

**VOTRE MOBILISATION PAYE,
ON NE LÂCHE RIEN !
TOUS EN GRÈVE le 5 DÉCEMBRE !!!**

PLAN DARMANIN
Destruction des
Finances Publiques

c'est NON !
RETRAIT IMMÉDIAT